[Français]

LES FINANCES

LES EFFETS DE LA TAXE DE VENTE SUR LES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur le président, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Dirait-il si la taxe de vente de 11 p. 100 sur les matériaux de construction a des effets sur l'augmentation du coût de la vie et sur l'inflation?

M. l'Orateur: A l'ordre. J'ai l'impression que l'honorable député invite le très honorable premier ministre à exprimer une opinion.

[Traduction]

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LE CAS DE FRANK EVANS—LA CONDAMNATION

M. Sean O'Sullivan (Hamilton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général et porte sur le cas de Frank Evans qui a été trouvé coupable et condamné, il y a environ huit mois, à deux ans d'incarcération dans un pénitencier fédéral. Étant donné que cet individu est toujours au large et qu'il vit dans le luxe, fréquentant les pistes de course et roulant en Cadillac, le ministre peut-il dire à la Chambre si le gouvernement fédéral va s'assurer immédiatement que cet individu commence à purger sa peine dans un pénitencier fédéral?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, je ne connais pas très bien cette affaire, mais je vais me renseigner et fournir un compte rendu au député.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'ACCORD INDO-PAKISTANAIS—DEMANDE D'EXPRESSION OFFICIELLE DE LA SATISFACTION DES CANADIENS

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre a-t-il fait part aux parties intéressées de la satisfaction des Canadiens et de nombreux députés de la Chambre au sujet de l'accord indo-pakistanais du 28 août 1973, sur le rapatriement des Bengalais détenus au Pakistan, des Pakistanais en plan au Bengla Desh et des prisonniers de guerre pakistanais sous la garde de l'Inde et du Bengla Desh? Ce geste humanitaire est d'une portée considérable pour la vie de milliers de gens et il réalise la réconciliation de ce pays.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le ministre pourrait peut-être répondre aux remarques du député.

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je suis de l'avis du député en ce qui concerne la guerre indo-pakistanaise et ses conséquences et le changement considérable qui s'est produit en l'espace de quelques jours dans l'attitude en vue d'un règlement. J'ai eu l'occasion d'exprimer le même

Questions orales

point de vue à des représentants de ces deux pays et de les exhorter à adopter cette ligne de conduite; aussi je partage la joie du député.

• (1810)

L'AGRICULTURE

DEMANDE D'ENCOURAGEMENT À L'UTILISATION PAR LES PRODUCTEURS DE LEUR PROPRE GRAIN FOURRAGER

M. William C. Frank (Middlesex): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Agriculture. Vu l'incertitude où nous sommes quant à la fermeté du marché futur du bétail, le ministre se préoccupe-t-il sérieusement de la situation des agriculteurs qui utilisent en temps normal leurs grains de provende—et les encourage-t-il de façon particulière à utiliser leur production de céréales de 1973 plutôt que de la vendre maintenant et de provoquer ainsi une nouvelle hausse du coût de la vie pour les consommateurs?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je pense que les programmes annoncés par le premier ministre, notamment au sujet des entretiens que j'aurai avec mes homologues des provinces vers la fin du mois, tiendront compte de tous ces sujets.

LES FINANCES

DEMANDE D'EXPOSÉ DU MINISTRE QUANT AUX EFFETS SUR L'INFLATION DES POLITIQUES MONÉTAIRE, FISCALE ET BOURSIÈRE

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Comme, à toutes fins pratiques, dans sa déclaration d'aujourd'hui, le premier ministre ne parlait absolument pas de politique monétaire, de politique fiscale ou de politique de taux de change, sur lesquelles on aurait crû voir reposer toute déclaration concernant l'inflation, le ministre des Finances nous dirait-il comment, selon lui, ces politiques affectent l'inflation au pays en ce moment-ci?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le premier ministre a dit qu'on pourrait trouver un moyen d'avoir ce genre de débat et je me tiens prêt.

LA COMMISSION DE SURVEILLANCE DU PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES

L'OPPORTUNITÉ D'UN MANDAT GLOBAL—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre au sujet de sa déclaration d'aujourd'hui. Comme elle ne parlait pas de faire de la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires une Commission de surveillance des prix en général et que l'inflation touche beaucoup de produits, le premier ministre envisage-t-il de transformer la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires en une commission qui étudierait tous les prix, et non seulement ceux des aliments?